

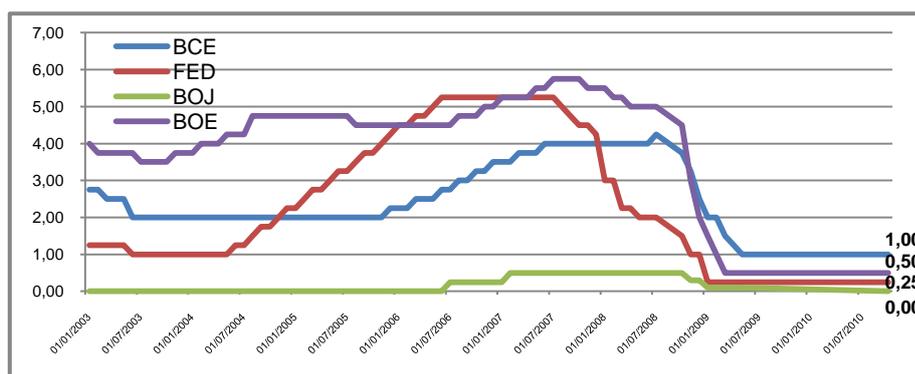
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 2 décembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive pour la reprise, dans un contexte de forte incertitude et les tensions inflationnistes demeurent contenues à moyen terme».

Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,5 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2 % en première estimation. La Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB américain pour 2011 à 3 % au lieu de 3,6 %. Le programme de rachat d'obligations pour un montant de 600 milliards de dollars fait l'objet d'une revue régulière à chaque réunion du conseil des gouverneurs de la Fed (la dernière s'est tenue le 2 décembre).



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,4 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et stabilité du taux de chômage au troisième trimestre 2010

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 676 800 fin octobre 2010, soit une baisse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (- 20 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 1,8 % (+ 0,3 % pour les hommes et + 3,4 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,3 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2010, inchangé par rapport au deuxième trimestre 2010. En incluant les DOM, il reste stable à 9,7 %.

Légère augmentation du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en octobre 2010 contre 10 % en septembre. Il était de 9,9 % en octobre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en octobre 2010. Il était de 9,4 % en octobre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en octobre 2010 ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,8 %.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,9 % en novembre 2010, inchangé par rapport au mois d'octobre.

Asie/Pacifique

Contraction de l'activité économique au Japon

Au troisième trimestre 2010, le PIB du Japon a progressé de 3,9 % en glissement annuel, tiré par la consommation des ménages. En octobre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,8 % par rapport à septembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,6 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5,1 % contre 5 % en septembre. En octobre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 7,8 % et de 8,7 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 2,7 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève le taux des réserves obligatoires pour lutter contre la pression inflationniste

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 novembre le taux des réserves obligatoires de 50 points de base pour le porter à 18 % afin de lutter notamment contre la pression inflationniste. En octobre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,1 % en glissement annuel contre 13,3 % en septembre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 4,4 % sur un an en octobre contre 3,6 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis septembre 2008. Hors alimentation, l'inflation est estimée à 1,6 %. En octobre 2010, les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 25,3 % et de 22,9 % en glissement annuel. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 27,1 milliards de dollars.

Publications au Journal Officiel de la République

Changeurs manuels ; Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme,

L'arrêté du 22 novembre 2010 relatif à l'application du titre VI du livre V du code monétaire et financier en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au Journal Officiel du 28 novembre 2010.

1 - Le titre 1- concerne les dispositions de l'arrêté du 10 septembre 2009 relatives à l'activité de changeur manuel, applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

2 - Le titre II porte sur les dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2009 relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et est applicable à Wallis-et-Futuna.

Pour mémoire, l'arrêté du 2 septembre 2009 pris en application de l'article R. 561-12 du code monétaire et financier définit des éléments d'information liés à la connaissance du client et de la relation d'affaires aux fins d'évaluation de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Publications

Fédération bancaire française (FBF)

Quelle garantie pour vos dépôts ? La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la FBF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

2 – Actualité régionale

Fidji : l'agriculture et le tourisme privilégiés au budget 2011

Le vendredi 26 novembre, le gouvernement des îles Fidji a présenté son budget primitif 2011. Déterminé à sauver l'industrie de la canne à sucre, le gouvernement fidjien a annoncé un effort supplémentaire de 100 millions de dollars fidjiens pour permettre de renflouer un secteur sucrier au bord de la faillite. Néanmoins le principal moteur de l'économie fidjienne demeure le secteur du tourisme qui s'approche de son objectif de six cent mille touristes pour 2010. Dans le cadre du soutien apporté aux secteurs phares de l'économie des îles Fidji, le secteur du tourisme bénéficie d'une dotation de 23,5 millions de dollars fidjiens (la même que les deux années précédentes). L'objectif est de positionner Fidji comme la destination la plus attractive du Pacifique. Coté recettes, ce sont les taxes qui vont augmenter à partir du 1^{er} janvier 2011, la principale hausse concerne le taux de la TVA qui passera de 12,5 % à 15 %. Dans le cadre de la protection des industries locales, une série de hausse des droits d'importation a été annoncée, concernant notamment les jus de fruits et les légumes. La taxe sur les tabacs et alcools sera par ailleurs augmentée de 3 %.

Croissance démographique en Nouvelle Zélande

Selon les dernières statistiques publiées par l'agence nationale « Statistics New Zealand », la population néo-zélandaise s'élèverait à 4,38 millions d'habitants. Ce chiffre, arrêté au 30 septembre 2010, représente une augmentation de 1,1 % par rapport à septembre 2009. Cette croissance démographique résulte de la conjugaison de deux facteurs naturels, d'une part la natalité endogène (+35 400) et d'autre part le solde migratoire (+13 900). Statistics New Zealand établit par ailleurs un âge moyen à 35,5 ans pour les hommes et 37,7 ans pour les femmes.

Séisme entre Fidji et Wallis et Futuna

Un puissant séisme de magnitude 6,1 sur l'échelle ouverte de Richter s'est produit le jeudi 2 novembre à 5h01 heure locale entre le Nord ouest des îles Fidji et la collectivité de Wallis-et-Futuna, rapporte l'institut géophysique américain USGS, basé à Denver (Colorado). L'épicentre de cette secousse tellurique sous-marine a été localisé à quelque 195 kilomètres à l'Est-nord-est de la ville fidjienne de Labasa, chef-lieu de l'île de Vanua Levu et à 190 kilomètres au Sud-sud-ouest du royaume de Sigavé (île de Futuna), à une profondeur d'une dizaine de kilomètres en-dessous du niveau de la mer. Aucun dégât, ni blessé n'a été signalé et aucune alerte au tsunami n'a été lancée à la suite de cet événement.

3 – Brèves locales

Extension et aménagement du port de commerce de Mata'utu

Les travaux de réfection du wharf de Mata'utu, correspondant au 2nd volet du 9^e FED Territorial dont la convention de financement a été signée en 2007, ont commencé le 25 octobre dernier. Ils prévoient un agrandissement de la plateforme de plus de 60 m en largeur et de 150 m en profondeur. Le chantier mené par l'entreprise Boyer de Papeete et supervisé par le service des Travaux Publics se divise en 2 lots. Le 1^{er} lot correspond aux travaux d'infrastructures (70 % du budget), actuellement en cours pour une période de 12 mois. Le lot 2, qui débutera en octobre 2011, comprend les travaux de superstructures (bâtiments pour les services des Douanes, les services vétérinaires etc...). Le coût total des travaux s'élève à un peu plus d'un milliard de F CFP. L'objectif est d'avoir un port de commerce opérationnel qui respecte les normes internationales.

Fin des premiers travaux de l'Agence de Santé

La phase 1 du programme d'investissement de l'Agence de Santé, débuté en 2006, s'est achevée à fin novembre 2010, avec de nombreuses réalisations à la clé : la réhabilitation des dispensaires et de la maternité, la construction d'un pôle administratif et d'un pôle santé destiné à la prévention, la restructuration du service des urgences, la réfection complète des voies, réseaux et parkings... Ces travaux ont pu être financés sur concours AFD et par le biais de la Convention de Développement 2003-2007, pour un budget total de 840 millions de F CFP.

Les efforts d'investissement de l'Agence de Santé doivent se poursuivre, avec l'achat programmé d'équipements médicaux (120 millions de F CFP), ainsi qu'un ensemble de travaux d'amélioration et de mise aux normes prévues à partir de 2011 pour près de 700 millions de F CFP, financés au titre du Contrat de Développement 2007-2011.

Des études complémentaires seront aussi réalisées en 2011 afin de réviser les priorités de la phase 2 du plan pluriannuel d'investissement de l'Agence, qui s'appuie sur un programme technique datant de 2006. Le souhait de l'Agence de Santé est d'améliorer la prise en charge du curatif et du préventif, tant à Wallis qu'à Futuna.

Ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée territoriale

Mardi 7 décembre, les représentants de l'Etat et les élus du Territoire se sont réunis à l'Assemblée territoriale pour l'ouverture de la session budgétaire relative au vote du budget primitif 2011. Pour 2011, le budget principal du Territoire s'élève à 2,6 milliards de F CFP, en diminution par rapport aux 2 années précédentes. Ce budget est, comme les exercices précédents, consacré presque exclusivement à la section de fonctionnement (99% du budget

principal) : les dépenses de personnel constituent le principal poste, soit 43,8 % du budget. La section d'investissement du Territoire est quant-à-elle limitée à son strict minimum, avec 28 millions de F CFP.

Changement de majorité à l'Assemblée Territoriale

Faisant habituellement suite à l'ouverture de la session budgétaire annuelle du Territoire, le vote du bureau 2011 de l'Assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna a révélé une nouvelle majorité. En effet, après 3 années de présidence par M Victor BRIAL d'obédience UMP, M Siliako LAUHEA, appartenant au mouvement socialiste UPWF, a été élu nouveau Président de l'Assemblée Territoriale, pour une période d'un an, avec 12 voix contre 8 suite à une nouvelle alliance formée avec les élus du Centre. Ancien responsable de la Commission des Sports à l'Assemblée et élu territorial depuis 12 ans, M Siliako LAUHEA, interviendra dans ses nouvelles fonctions en ayant comme vice président M Petelo LIE et comme première Secrétaire Mme Nivaleta ILOAI.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3eT 2010	104,5	-	3,4%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3%	3%
Nombre d'emplois salariés		mars-10	2 024	-	2%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations		nov-10	640	50,9%	59,2%
	mensuelles	nov-10	5 171	-	19,1%
	cumulées	nov-10	110	77,8%	110%
Droits de douanes + taxes à l'entrée		nov-10	857	-	8,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuelles	nov-10	364	-	-1,2%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-10			
SECTEURS D'ACTIVITÉ					
			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3eT 2010	4 707	-	-6,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	669	2,4%	-6%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	187	16,5%	-1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-10	2 381	15%	-7,5%
	cumulé	nov-10	25 673	-	4,4%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-10	1 004	-13%	-18,4%
	cumulé	nov-10	11 692	-	-2,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-10	5	0%	0%
	cumulées	nov-10	47	-	-13,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		nov-10	12	-29%	20%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	oct-09	sept-10	oct-10	▲ / mois	▲ / an n
Circulation fiduciaire	1 935	1 975	2 011	1,8%	3,9%
Dépôts à vue	1 909	2 689	2 939	9,3%	54,0%
Total M1	3 845	4 663	4 950	6,1%	28,7%
M2-M1	611	543	547	0,7%	-10,5%
Total M3	5 153	5 722	6 014	5,10%	16,7%

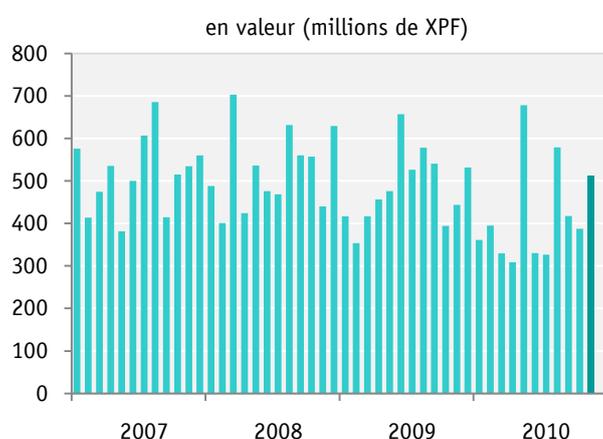
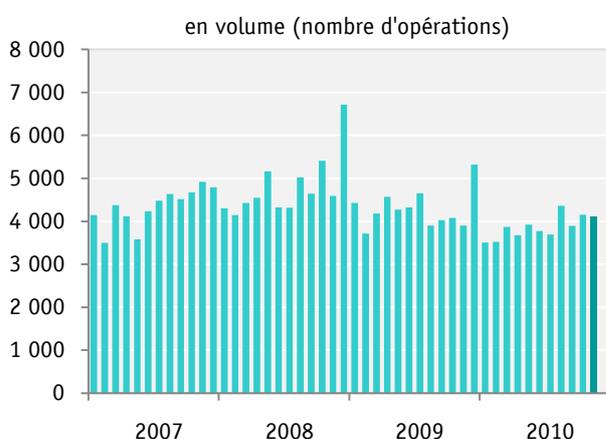
Concours à caractère bancaire

Poursuite de la baisse des concours bancaires

en millions de F CFP	sept-08	sept-09	sept-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 000	995	826	-0,5%	-17%
Crédits à l'équipement	1 714	1 503	1 332	-12,3%	-11,4%
Crédits à l'habitat	656	507	374	-22,7%	-26,2%
Autres crédits	400	378	456	-5,6%	20,5%
Sous total	3 771	3 383	2 987	-10,3%	-11,7%
Créances douteuses brutes	707	763	777	7,9%	1,9%
Total	4 478	4 146	3 764	-7,4%	-9,2%

Forte hausse des opérations de compensation en valeur sur le mois

	nov-09	oct-10	nov-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 897	4 156	4 100	42 480	-1,3%	5,2%
Compensation (en millions de CFP)	444	388	512	4 625	32,0%	15,3%



Incidents bancaires

Baisse générale des incidents de paiement par chèque

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	68	44	761	-35,3%	-21,4%
Retraits de cartes bancaires	1	0	1	22	-	0,0%

Interdits bancaires

Poursuite de la baisse des interdits bancaires chez les personnes physiques sur le mois et sur l'année

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	443	446	435	-2,5%	-1,8%
- dont personnes physiques	432	434	423	-2,5%	-2%
- dont personnes morales	11	12	12	0%	9%

Cotation

Diminution du nombre d'entreprises éligibles sur l'année

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	40	40	0%	-17%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	12	0%	-29,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	sept	101,03	104,5	3%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	700	625	-11%
créations	sept	13	11	-15%
fermetures	sept	5	75	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov	11	12	9%
importations de biens d'équipement (M XPF)	nov	636	691	9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	nov	80	104	30%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	71	59	-17%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	1 992	2024	2%
dont secteur privé	mars	779	845	8%
dont secteur public	mars	1 213	1179	-3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472	486,4	3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	nov	432	423	-2%
décision retrait cartes bancaires	nov	15	22	47%
incidents paiements sur chèques	nov	1 033	761	-26%
importations de produits alimentaires (M XPF)	nov	1 260	1619	29%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	nov	618	628	2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	nov	194	214,9	11%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	72	47	-35%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	nov	4 342	5171	19%
exportations	nov	-	-	-
recettes douanières	nov	1 168	1231	5%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	nov	790	857	8%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	nov	369	364	-1%
Indicateurs financiers				
Dépôts à vue	oct	1 909	2 939	54%
M1	oct	3 845	4 951	29%
M2	oct	4 456	5 947	33%
Dépôts à terme	oct	697	516	-26%
M3	oct	5 153	6 014	17%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 510	1219	-19%
<i>dont crédits à la consommation</i>	sept	999	846	-15%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	sept	507	374	-26%
Entreprises	sept	1 387	1123	-19%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	sept	228	64	-72%
<i>dont crédits d'investissement</i>	sept	1 140	1 009	-11%
<i>dont crédits à la construction</i>	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	363	322	-11%
Autres agents et CCB non ventilés	sept	124	84	-32%
créances douteuses brutes	sept	763	777	2%
taux de créances douteuses	sept	18,4%	23%	+ 4,6 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 725	2 990	10%
Sociétés	sept	2 301	1 302	-43%
Autres agents	sept	4 075	4 850	19%
dont assurances-vie	sept	795	883	11%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,5390%	0,7850%	- 0,246 pt	0,4100%	+ 0,129 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,8100%	0,8470%	- 0,037 pt	0,4530%	+ 0,357 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	1,0280%	1,0450%	- 0,017 pt	0,7000%	+ 0,328 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,2600%	1,2670%	- 0,007 pt	0,9940%	+ 0,266 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,5300%	1,5380%	- 0,008 pt	1,2480%	+ 0,282 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,5777%	0,6967%	- 0,158 pt	0,3476%	+ 0,191 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,8330%	0,7830%	+ 0,050 pt	0,4790%	+ 0,354 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	1,0420%	0,9970%	+ 0,045 pt	0,7120%	+ 0,330 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,2690%	1,2240%	+ 0,045 pt	0,9950%	+ 0,274 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,5400%	1,4960%	+ 0,044 pt	1,2420%	+ 0,298 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,2500%	3,0200%	+ 0,230 pt	3,7400%	- 0,490 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,0500%	2,8200%	+ 0,230 pt	3,5400%	- 0,490 pt	
TRBOSP	3,3700%	3,1600%	+ 0,210 pt	3,7600%	- 0,390 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009
taux JJ	0,250%	0,300%	0,145%	0,140%	0,095%	0,430%	0,500%	0,530%	0,465%
3 mois	0,435%	0,405%	0,375%	0,350%	0,150%	0,305%	0,800%	0,900%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,790%	2,690%	3,840%	1,180%	0,900%	nd	3,240%	3,140%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8078	1 NZD/XPF	67,9682	1 HKD/XPF	11,8175	1 GBP/XPF	142,4516	
100 JPY/XPF	109,4787	1 AUD/XPF	87,7762	1 SGD/XPF	69,3024	100 VUV/XPF	93,9627	1 FJD/XPF	49,8628

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : R. COFFRE - Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP 65 - 98600 Wallis-et-Futuna - Dépôt légal : 12/10 - Achevé d'imprimer en décembre 2010- ISSN 1240 2818

Agence Wallis-et-Futuna

